

RCS : ANGOULEME

Code greffe : 1601

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ANGOULEME atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1956 B 50003

Numéro SIREN : 905 620 035

Nom ou dénomination : SOCIETE JAs HENNESSY & C°

Ce dépôt a été enregistré le 13/07/2021 sous le numéro de dépôt 4288



61, rue Henri Regnault
92 075 Paris La Défense

SOCIETE JAS HENNESSY & CO

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2020

MAZARS
SIEGE SOCIAL : 61,RUE HENRI REGNAULT – 92 075 PARIS LA DÉFENSE CEDEX
TEL : + 33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : + 33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE
SOCIETE INSCRITE SUR LA LISTE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, RATTACHEE A LA CRCC DE VERSAILLES
CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE 784 824 153

SOCIETE JAS HENNESSY & CO

Société anonyme

RCS 905 620 035 RCS Angoulême

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2020

A l'assemblée générale de la société SOCIETE JAS HENNESSY & CO,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOCIETE JAS HENNESSY & CO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « Stocks » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation et à la dépréciation des stocks. Nous avons vérifié le bien-fondé de ces méthodes et nous sommes assurées de leur correcte application.

La note « Couverture des risques de change » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des opérations en devises et des couvertures de change. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans cette note de l'annexe et nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

[Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires](#)

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

Mazars

Paris La Défense et Bordeaux, le 25 mai 2021

Loic WALLAERT
Associé

David COUTURIER
Associé



Hennessy

COMPTES ANNUELS

JAS HENNESSY & Co

Société anonyme

1 Rue de la Richonne CS20020 16101 COGNAC Cedex

DATE DE CLOTURE : 31/12/2020

Sommaire

Page de garde.....	1
Sommaire.....	2
Bilan - Actif.....	3
Bilan - Passif.....	4
Compte de résultat.....	5
Compte de résultat (suite).....	6
Règles et méthodes comptables.....	7
Immobilisations.....	10
Amortissements.....	11
Provisions inscrites au bilan.....	12
Etat des échéances des créances & dettes.....	13
Entreprises liées et participations : éléments relevant du bilan.....	14
Ecart de réévaluations.....	15
Charges et Produits constatés d'avance.....	16
Charges à payer et Produits à recevoir.....	17
Nature, montant et traitement comptable des écarts de conversion.....	18
Nombre et valeur nominale des composants du capital social.....	19
Variation des capitaux propres.....	20
Ventilation du Chiffre d'affaires.....	21
Ventilation géographique du Chiffre d'affaires.....	21
Entreprises liées et participations : éléments relevant du compte de résultat.....	22
Transferts de charges.....	23
Précisions sur les charges et produits exceptionnels.....	24
Ventilation de l'impôt sur les bénéfices.....	25
Incidence des évaluations fiscales dérogatoires.....	26
Fiscalité latente et différée.....	27
Ventilation de l'effectif.....	28
Rémunérations allouées aux membres des organes de direction.....	29
Engagements pris en matière de retraite.....	30
Société établissant des comptes consolidés.....	31
Liste des filiales et participations.....	32
Engagements hors bilan.....	33
Opération en devises étrangères.....	34
Informations complémentaires.....	35

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions,brevets et droits similaires	8 118 708	7 028 260	1 090 448	1 270 249
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	804 672	0	804 672	413 302
TOTAL immobilisations incorporelles	8 923 381	7 028 260	1 895 121	1 683 551
Terrains	48 112 564	11 072 119	37 040 445	33 442 846
Constructions	280 016 253	134 507 203	145 509 050	139 120 953
Installations techniques, matériel	493 924 577	268 793 275	225 131 301	214 185 360
Autres immobilisations corporelles	22 218 131	14 982 554	7 235 576	7 248 159
Immobilisations en cours	71 670 229	0	71 670 229	47 580 654
Avances et acomptes	16 114 652	0	16 114 652	17 683 432
TOTAL immobilisations corporelles	932 056 405	429 355 152	502 701 253	459 261 404
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	13 254 307	0	13 254 307	13 254 307
Créances rattachées à des participations	801 136	0	801 136	801 136
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	22 116	0	22 116	22 116
TOTAL immobilisations financières	14 077 560	0	14 077 560	14 077 560
Total Actif Immobilisé (II)	955 057 346	436 383 412	518 673 933	475 022 515
Matières premières, approvisionnements	1 421 944 842	4 071 085	1 417 873 757	1 304 797 623
En cours de production de biens	273	0	273	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	517 641 890	1 426 870	516 215 020	500 345 770
Marchandises	458 198	0	458 198	326 093
TOTAL Stock	1 940 045 202	5 497 955	1 934 547 247	1 805 469 486
Avances et acomptes versés sur commandes	6 200 343	0	6 200 343	4 209 713
Clients et comptes rattachés	81 894 848	0	81 894 848	146 730 008
Autres créances	796 835 477	0	796 835 477	593 785 827
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	884 930 668	0	884 930 668	744 725 547
Valeurs mobilières de placement	4 563	0	4 563	4 563
dont actions propres:				
Disponibilités	33 434	0	33 434	109 981
TOTAL Disponibilités	37 997	0	37 997	114 544
Charges constatées d'avance	7 105 525	0	7 105 525	6 292 490
Total Actif Circulant (III)	2 832 119 393	5 497 955	2 826 621 438	2 556 602 066
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecarts de conversion actif (VI)	518 774		518 774	1 666 484
Total Général (I à VI)	3 787 695 512	441 881 367	3 345 814 145	3 033 291 066

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 0	16 588 000	16 588 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		232 384 302	232 384 302
Ecart de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	2 725 034	2 725 034
Réserve légale		1 658 800	1 658 800
Réserves statutaires ou contractuelles		158 709 076	158 709 076
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	22 688	22 688
TOTAL Réserves		160 390 563	160 390 563
Report à nouveau		1 995 965 624	771 396 433
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		427 469 346	1 331 647 590
Subventions d'investissement		14 435	23 105
Provisions réglementées		172 443 497	159 579 390
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		3 007 980 801	2 674 734 418
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		0	0
Provisions pour risques		33 058 873	30 381 367
Provisions pour charges		3 162 861	2 012 933
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		36 221 734	32 394 300
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		43 567	61 095
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	48 820 100	44 254 905
TOTAL Dettes financières		48 863 667	44 316 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		1 346 713	1 327 675
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		191 860 939	206 041 566
Dettes fiscales et sociales		42 131 213	55 203 336
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		12 399 187	12 894 405
Autres dettes		4 353 664	6 047 829
TOTAL Dettes d'exploitation		252 091 716	281 514 810
Produits constatés d'avance		249 081	105 362
TOTAL DETTES (IV)		301 204 464	325 936 173
Ecart de conversion Passif (V)		407 147	226 175
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		3 345 814 145	3 033 291 066

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	960 380	0	960 380	1 055 625
Production vendue biens	28 800 082	1 407 104 804	1 435 904 886	1 904 888 883
Production vendue services	21 600 551	371 379	21 971 929	23 507 385
Chiffres d'affaires nets	51 361 013	1 407 476 182	1 458 837 195	1 929 451 892
Production stockée			15 035 308	38 165 148
Production immobilisée			7 999	770
Subventions d'exploitation			160 773	71 419
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			6 272 582	5 915 467
Autres produits			13 283 054	483 470
Total des produits d'exploitation (I)			1 493 596 911	1 974 088 167
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			1 134 287	1 014 704
Variation de stock (marchandises)			-132 104	54 330
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			601 523 958	646 767 893
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-112 510 404	-24 607 909
Autres achats et charges externes			301 691 611	348 559 073
Impôts, taxes et versements assimilés			30 517 175	35 979 901
Salaires et traitements			68 175 401	67 799 872
Charges sociales			32 241 015	32 239 747
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	30 580 868	28 489 876
		Dotations aux provisions	0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		2 018 547	4 627 178
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		3 474 222	3 390 515
Autres charges			5 557 269	15 661 887
Total des charges d'exploitation (II)			964 271 847	1 159 977 067
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			529 325 065	814 111 100
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)			257 757	562 660
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)			0	0
Produits financiers de participations			105 627 551	844 090 480
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			0	0
Autres intérêts et produits assimilés			166 859	602 136
Reprises sur provisions et transferts de charges			1 666 484	1 007 822
Différences positives de change			18 238 818	23 451 346
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0
Total des produits financiers (V)			125 699 712	869 151 784
Dotations financières aux amortissements et provisions			518 774	1 666 484
Intérêts et charges assimilées			3 849 238	2 746 582
Différences négatives de change			53 302 210	41 814 840
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	59
Total des charges financières (VI)			57 670 222	46 227 966
RÉSULTAT FINANCIER			68 029 490	822 923 818
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			597 612 312	1 637 597 578

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 547 860	3 787 958
Produits exceptionnels sur opérations en capital	141 511	457 253
Reprises sur provisions et transferts de charges	15 865 455	17 013 888
Total des produits exceptionnels (VII)	17 554 826	21 259 099
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 801	3 403 984
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	25 372	423 549
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	30 912 054	34 997 940
Total des charges exceptionnelles (VIII)	30 939 227	38 825 473
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-13 384 401	-17 566 374
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	7 815 163	11 354 387
Impôts sur les bénéfices (X)	148 943 402	277 029 227
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	1 637 109 207	2 865 061 710
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	1 209 639 861	1 533 414 120
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	427 469 346	1 331 647 590

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de la société sont établis selon les règles et principes comptables définis par le Plan Comptable Général issu du règlement ANC 2014-03 modifié par le nouveau règlement 2018-01.

Les comptes annuels intègrent les dispositions du règlement n°2015-05 de l'ANC relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture dont l'application est obligatoire depuis l'exercice 2017.

L'application de ce règlement, qui a pour objectif de préciser les modalités de comptabilisation des instruments financiers à terme et des opérations de couverture, est sans impact significatif sur les comptes annuels de la société.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Immobilisations corporelles

Durée de vie prévue

Constructions	15 à 30 ans
Agencements et aménagements de constructions	8 à 20 ans
Matériels et outillages industriels	5 à 35 ans
Matériel de transport	5 à 20 ans
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	3 à 8 ans

Participations, autres titres et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire est appréciée, soit en fonction de la quote-part de l'actif net représenté par les titres, soit selon les critères retenus lors de la prise de participation.

Certains titres de participation ont été réévalués en 1976.

Frais de recherche et développement

Les Frais de Recherche et Développement sont constatés en charge dans l'exercice où ils sont engagés. Les frais liés à la conception et à l'acquisition de logiciel ont été immobilisés et amortis sur une durée de cinq ans.

Stocks

Les stocks sont évalués au prix de revient sans toutefois que celui-ci puisse excéder la valeur nette de réalisation.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les charges directes et indirectes de production, les amortissements de biens concourant à la production et une quote-part des coûts administratifs.

La valeur brute des éléments fongibles du stock a été déterminée selon la méthode du coût moyen pondéré par unité d'oeuvre.

Une part substantielle des stocks ne sera vendue que dans un délai supérieur à un an compte tenu du processus de vieillissement. Les stocks sont néanmoins classés en actif circulant selon les usages de la profession.

Les frais financiers ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Les dépréciations de stocks sont établies le plus souvent en raison de l'obsolescence des produits concernés ou de leur perspective d'écoulement.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan. Elles comprennent :

- Les plus-values réinvesties en vertu de l'ancien article 40 du CGI.
- Les Provisions pour Investissements.
- Les écarts de réévaluation 1976.
- Les amortissements dérogatoires. *

* Ils représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés selon le mode linéaire.

Opérations en devises

Les opérations en devises sont enregistrées aux cours des devises à la date des transactions.
Les dettes et créances en devises sont réévaluées aux cours du 31 décembre.

Lorsque les dettes et créances sont couvertes, les gains et pertes non réalisés résultant de cette réévaluation sont comptabilisés de manière symétrique aux gains et pertes non réalisés sur les opérations de couverture associées (voir § Couverture du risque de change).

Lorsque les dettes et créances ne sont pas couvertes, les gains et pertes non réalisés résultant de cette réévaluation sont portés en écarts de conversion. Les pertes de change non réalisées au 31 décembre font l'objet de provisions, excepté pour les pertes compensées par des gains non réalisés dans une même devise.

Les écarts de change constatés en fin d'exercice sur des disponibilités en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Couverture des risques de change

Les dérivés de couverture du risque de change sont comptabilisés selon les principes suivants :

- ils sont réévalués au cours du jour de clôture en Autres créances et Autres dettes, les pertes ou gains non réalisés résultant de cette réévaluation compensent les pertes et gains non réalisés sur les dettes et créances couvertes par ces instruments ;
- les pertes ou gains non réalisés portant sur des instruments affectés à des opérations futures sont maintenus en engagements hors bilan;
- les pertes ou gains réalisés à l'échéance sont enregistrés en compensation des pertes et gains sur les dettes et créances couvertes par ces instruments.

Les gains et pertes de change sont présentés en résultat d'exploitation ou en résultat financier, en fonction de la nature des opérations couvertes.

Les primes et le report/déport liés aux dérivés sont comptabilisés en résultat financier, lors de la réalisation de l'élément couvert.

Transactions avec des parties liées

Concernant l'information requise, les transactions d'un montant significatif effectuées par la société Jas Hennessy & Co avec des parties liées ont été réalisées à des conditions normales du marché.

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	8 305 462	0	802 958	
	Terrains	43 196 911	0	4 928 137	
Constructions	Sur sol propre	120 532 253	0	8 086 723	
	Sur sol d'autrui	223 182	0	0	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	142 802 929	0	8 382 449	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	467 071 689	0	28 179 135	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	542 867	0	0	
	Matériel de transport	10 550 663	0	847 829	
	Matériel de bureau et mobilier informatique	10 271 390	0	419 545	
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	
	Immobilisations corporelles en cours	47 580 654	0	43 149 247	
	Avances et acomptes	17 683 432	0	8 620 692	
TOTAL (III)		860 455 969	0	102 613 756	
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	
	Autres participations	14 055 444	0	0	
	Autres titres immobilisés	0	0	0	
	Prêts et autres immobilisations financières	22 116	0	0	
TOTAL (IV)		14 077 560	0	0	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		882 838 992	0	103 416 714	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement (I)	0	0	0	0
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	177 984	7 055	8 923 381	8 923 381
	Terrains	0	12 484	48 112 564	46 010 949
Constructions	Sur sol propre	0	11 283	128 607 693	125 784 848
	Sur sol d'autrui	0	0	223 182	223 182
	agencements et aménagements des	0	0	151 185 377	150 217 912
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	0	1 326 248	493 924 577	493 504 902
Autres immobilisations corporelles	agencements, ..	0	0	542 867	536 248
	Matériel de transport	0	152 100	11 246 392	11 246 392
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	262 062	10 428 873	10 428 873
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
	Immobilisations corporelles en cours	19 059 673	0	71 670 229	71 780 229
	Avances et acomptes	10 189 472	0	16 114 652	16 004 652
TOTAL (III)		29 249 144	1 764 177	932 056 405	925 738 187
	Participations évaluées par mise en équivalence	0	0	0	0
	Autres participations	0	0	14 055 444	14 092 794
	Autres titres immobilisés	0	0	0	0
	Prêts et autres immobilisations financières	0	0	22 116	22 116
TOTAL (IV)		0	0	14 077 560	14 114 910
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		29 427 129	1 771 232	955 057 346	948 776 478

Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		6 607 978	413 404	7 055	7 014 327
Terrains		9 754 065	1 318 054	0	11 072 119
Constructions	Sur sol propre	49 524 554	3 397 893	11 283	52 911 164
	Sur sol d'autrui	222 476	190	0	222 666
	Installations générales, agencements	74 690 381	6 682 992	0	81 373 373
Installations techniques, matériels et outillages		251 739 826	17 357 814	1 326 248	267 771 392
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements divers	525 245	4 572	0	529 817
	Matériel de transport	6 744 788	645 934	152 100	7 238 622
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	6 585 015	788 260	262 062	7 111 213
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		399 786 349	30 195 709	1 751 693	428 230 366
TOTAL GENERAL (I + II + III)		406 394 326	30 609 113	1 758 748	435 244 692

Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	175 445	0	0	278 952	0	0	-103 507
Terrains	0	15	0	0	27	0	-11
Constructions :							
sol propre	467 917	69 145	0	3 417	206 040	0	327 605
sol autrui	563	0	0	0	190	0	374
install.	3 855 736	-2 785	0	768 381	284 648	0	2 799 921
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	15 754 650	-6 262	0	4 978 976	1 178 080	0	9 591 332
Inst gén.	0	0	0	0	4 572	0	-4 572
M. Transport	476 182	0	0	209 941	29	0	266 212
Mat bureau.	5 585	-5	0	18 832	-5	0	-13 247
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	20 560 633	60 109	0	5 979 548	1 673 581	0	12 967 614
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL		60 109	0	6 258 499	1 673 581	0	12 864 108

Cadre C	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler	0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations	0	0	0	0

Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	159 576 796	20 796 187	7 932 080	172 440 903
- - Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	2 594	0	0	2 594
TOTAL (I)	159 579 390	20 796 187	7 932 080	172 443 497
Provisions pour litige	5 121 625	3 261 824	1 680 625	6 702 824
Provisions pour garanties	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	1 666 484	518 774	1 666 484	518 774
Provisions pour pensions	1 657 898	1 215 026	0	2 872 924
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	23 948 293	9 255 446	7 076 527	26 127 212
TOTAL (II)	32 394 300	14 251 070	10 423 636	36 221 734
Provisions sur immos incorporelles	13 934	0	0	13 934
Provisions sur immos corporelles	1 408 217	0	283 430	1 124 786
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	6 898 893	2 018 547	3 419 486	5 497 955
Provisions sur comptes clients	0	0	0	0
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	8 321 044	2 018 547	3 702 916	6 636 675
TOTAL GENERAL (I + II + III)	200 294 733	37 065 805	22 058 632	215 301 906
Dont dotations et reprises d'exploitation		5 492 769	4 356 241	
Dont dotations et reprises financières		518 774	1 666 484	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		30 883 809	15 865 455	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Le montant des reprises de Provisions pour risques et charges non utilisées est de 6 139 248 euros.

Le montant des reprises de Provisions pour dépréciation non utilisées est de 1 732 786 euros.

Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		801 136	0	801 136
Prêts		0	0	0
Autres immos financières		22 116	11 092	11 025
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		823 253	11 092	812 161
Clients douteux ou litigieux		0	0	0
Autres créances		81 894 848	79 806 383	2 088 464
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rattachés		584	584	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		0	0	0
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	265	265	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	22 765 047	22 765 047	0
	Autres impôts	92 385	92 385	0
	Etat - divers	245 641	245 641	0
Groupes et associés		740 548 034	740 548 034	0
Débiteurs divers		33 183 471	33 183 471	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		878 730 274	876 641 810	2 088 464
Charges constatées d'avance		7 105 525	5 340 448	1 765 077
TOTAL DES CREANCES		886 659 053	881 993 350	4 665 702
Prêts accordés en cours d'exercice		0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consentis aux associés		0		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		43 567	43 567	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers		48 820 100	19 067 782	29 752 318	0
Fournisseurs et comptes rattachés		191 860 939	191 860 939	0	0
Personnel et comptes rattachés		30 181 967	22 181 967	0	8 000 000
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		4 224 605	4 224 605	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	3 540 694	3 540 694	0	0
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	4 183 947	4 183 947	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		12 399 187	12 399 187	0	0
Groupes et associés		2 594 143	2 594 143	0	0
Autres dettes		1 491 438	1 491 438	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		249 081	1 500	247 581	0
TOTAL DES DETTES		299 589 668	261 589 769	29 999 899	8 000 000
Emprunts souscrits en cours d'exercice		10 420 899	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		5 754 648			

Entreprises liées : éléments relevant de plusieurs postes du bilan

	Montant concernant les entreprises		31/12/2020
	liées	avec un lien de participation	Dettes/créances représ. par effets de commerce
Avances et acomptes versés sur immobilisations			
Incorporelles			
Corporelles			
	0	0	0
Immobilisations financières			
Participations	12 000 719	1 253 589	
Créances rattachées à des participations	801 136	0	
Prêts	0	0	
Autres titres immobilisés	0	0	
Autres immobilisations financières			
	12 801 855	1 253 589	0
Créances			
Fournisseurs : avances et acomptes versés	160 417	5 000 000	
Créances clients et comptes rattachés	48 271 821	858 624	
Autres créances	750 080 307	0	
Capital souscrit appelé non versé			
Charges constatées d'avance	863 532	0	
	799 376 077	5 858 624	0
Disponibilités			
Comptes courants financiers			
Dettes financières diverses			
Dettes rattachées à des participations			
Emprunts et dettes financières divers	13 031 827	0	
Comptes courants financiers			
	13 031 827	0	0
Dettes			
Clients : avances et acomptes reçus	0	0	
Dettes fournisseurs	92 732 130	80 310 349	
Dettes sur immobilisations	0	0	
Autres dettes	1 320 123	0	
	94 052 253	80 310 349	0

Ecart de réévaluations

	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant en fin d'exercice	Pour mémoire écart incorporé au capital
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires				0	
Fonds commercial				0	
Terrains	2 059 499			2 059 499	
Participations	37 350			37 350	
Autres titres immobilisés				0	
TOTAL	2 096 849	0	0	2 096 849	0
Autres écarts.....					
Total.....				2 096 849	

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avances	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Sur les achats et frais accessoires	5 703 868		
Sur les autres achats et charges externes	1 401 657		
Sur les impôts, taxes et versements assimilés			
TOTAL	7 105 525	0	0

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avances	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Sur les subventions	249 081		
Sur les autres produits sur ventes			
TOTAL	249 081	0	0

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 600
Emprunts et dettes financières divers	1 445 329
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	61 238 686
Dettes fiscales et sociales	34 224 045
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	6 791 262
Autres dettes	1 617 819
TOTAL	105 323 741

Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Créances clients et comptes rattachés	20 661 915
Autres créances	10 324 681
Disponibilités	1 302
TOTAL	30 987 898

Nature, montant et traitement comptable des écarts de conversion sur créances et dettes

	Ecart de conversion Actif		Provisions pour pertes de change	Ecart de conversion Passif
	Montant au 31/12/2020	Compensés par une couverture de change	31/12/2020	Montant au 31/12/2020
Acomptes sur immobilisations				
Créances d'exploitation	7 865		7 865	237 722
Dettes d'exploitation	25 964		25 964	168 201
Dettes sur immobilisations	484 945		484 945	1 224
TOTAL	518 774	0	518 774	407 147

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2020	Valeur nominale
Actions ordinaires	1 144 000			1 144 000	14,5
Actions amorties				0	
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)				0	
Actions préférentielles				0	
Parts sociales				0	
Certificats d'investissement				0	
TOTAL	1 144 000	0	0	1 144 000	

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. Dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	16 588 000						16 588 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	232 384 302						232 384 302
Ecart de réévaluation	2 725 034						2 725 034
Réserve légale	1 658 800				0		1 658 800
Réserves statutaires ou contractuelles	158 709 076						158 709 076
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	22 688						22 688
Report à nouveau	771 396 433			107 078 400	1 331 647 590		1 995 965 623
Résultat de l'exercice	1 331 647 590	427 469 346	1 331 647 590				427 469 346
Subventions d'investissement	23 105		8 671				14 435
Provisions réglementées	159 579 390	12 985 444	121 336				172 443 497
TOTAL	2 674 734 418	440 454 790	1 331 777 597	107 078 400	1 331 647 590	0	3 007 980 801

Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N-1	Exercice N	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	1 055 625	960 380	-9%
Production vendue biens	1 904 888 883	1 435 904 886	-25%
Production vendue services	23 507 385	21 971 929	-7%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	57 095 170	51 361 013	-10%
Chiffres d'affaires nets-Export	1 872 356 723	1 407 476 182	-25%
Chiffres d'affaires nets	1 929 451 893	1 458 837 195	-24%

Ventilation géographique du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires	%
Chiffres d'affaires CEE	124 971 758	9,00%
Chiffres d'affaires USA	850 030 394	58,00%
Chiffres d'affaires ASIE	339 266 991	23,00%
Chiffre d'affaires autres pays export	144 568 052	10,00%
Chiffres d'affaires nets	1 458 837 195	100%

Transferts de charges

Transferts de charges	31 décembre 2020
Transferts de charges d'exploitation	1 916 341
Transferts de charges financières	-
Transferts de charges exceptionnelles	-
TOTAL	1 916 341

Charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Dégrèvement d'impôt		1 547 622
Produits de cession des éléments d'actif		18 396
Subvention d'investissement		8 671
Amortissements dérogatoires	20 796 187	7 932 080
Provision pour risques et charges	10 258 073	7 820 396
Provision pour dépréciation	- 170 451	112 979
Divers produits / charges exceptionnels	12 888	114 445
Autres produits / charges exceptionnels de gestion	1	238
Pénalités et amendes	1 800	
Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	12 484	
Amortissements exceptionnels sur immobilisations	28 245	
TOTAL	30 939 227	17 554 826

Impôt sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	597 612 314	161 045 812	436 566 502
Résultat exceptionnel	- 13 384 401	- 8 478 955	- 4 905 446
Participation légale	- 7 815 163	- 3 623 455	- 4 191 708
TOTAL	576 412 750	148 943 402	427 469 348

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
Résultat de l'exercice			427 469 346
Impôt sur les bénéfices			148 943 402
RESULTAT AVANT IMPOT			576 412 748
Amortissement dérogatoires	20 796 187	7 932 080	12 864 108
Provisions pour Hausse des prix			
PROVISIONS REGLEMENTEES			12 864 108
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			0
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			589 276 856

Fiscalité différée

Libellé	31/12/2020
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt	
Provisions réglementées	172 440 903
Subventions d'investissement	14 435
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M	
Ecart de conversion Actif	518 774
Autres charges déduites d'avance	
Plus values à long terme en sursis d'imposition	
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	172 974 112
Total passif d'impôt futur	55 391 500
Bases d'allègement de la dette future d'impôt	
Amortissements des logiciels	
Pertes potentielles sur contrat à long terme	
Provisions pour retraites et obligations similaires	2 872 924
Provisions pour pertes de change	518 774
Provisions pour risques & charges	23 942 647
Provisions pour dépréciations de stocks	640 350
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M	
Ecart de conversion Passif	407 147
Autres produits taxés d'avance	
Cotisation syndicats patronaux	31 115
Organic	2 311 859
Participation légale charge à payer	8 000 000
Autres produits taxés d'avance	
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	38 724 816
Total actif d'impôt futur	12 400 848
Situation nette	42 990 652

(1) Taux d'impôt :	32,02%
Dont taux normal d'impôt sur les sociétés :	31,00%
Contribution sociale sur l'impôt :	3,30%

Effectifs

Effectif	Effectif moyen salarié	
	N-1	N
Ingénieurs et Cadres	245	257
Agents de maîtrise et techniciens	385	392
Employés	52	61
Ouvriers	331	330
TOTAL	1 013	1 040

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements pris en matière de retraite

Les engagements de la société au titre des indemnités de départ à la retraite sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées conformément au règlement CRC 2003-R01.

Les calculs, effectués par le Cabinet Mercer, impliquent la prise en compte des hypothèses actuarielles suivantes:

- le coût des services rendus pendant l'exercice
- la charge d'intérêt
- moins éventuellement le rendement des actifs de couverture
- et la quote-part d'amortissement des éléments susceptibles d'être étalés, soit :

le coût des services passé

les écarts actuariels entre situations projetées et réelles

La charge de l'année est calculée en début d'année et n'est plus modifiée, sauf dans les cas exceptionnels.

Méthode d'évaluation actuarielle :

La méthode utilisée dans les calculs est la méthode des unités de crédit projetées, avec prise en compte des salaires et ancienneté de fin de carrière, avec prorata sur l'ancienneté.

Rubriques	Montant
Dettes actuarielles avec niveau futur de salaire	12 365 849
Valeur vénale des placements	4 261 838
Excédent (Insuffisance) de couverture financière du régime	-8 104 011
Pertes et (gains) actuariels	5 073 732
Modification de régime Restant	157 355
Dettes actuarielle initiale à amortir	0
Provision constituée	-2 872 924

Première application de la méthode de comptabilisation préférentielle en 2005

- Provision à l'ouverture de l'exercice	2020	1 657 898
- Charges de l'exercice	2020	1 215 026

Les hypothèses actuarielles retenues pour déterminer l'engagement de la société sont les suivantes :

- Taux d'inflation	1.75%
- Taux d'actualisation	0.70
- Taux de retour sur actifs	0.70
- Progression futures des salaires	2.75%

Probabilité de présence jusqu'à la retraite.

Taux de mortalité à l'âge de la retraite.

Age de départ en retraite de 65 ans en moyenne pour les cadres et 62 ans pour les non cadres.

Société établissant des comptes consolidés

Dénomination et siège social	Forme juridique	Capital	% de détention
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUITTON	Société européenne	€ 151 427 202	65%

La société est exemptée, en tant que mère de sous-groupe, d'établir des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe.

En effet :

- Ni un, ni plusieurs actionnaires représentant au moins 1/10ème du capital ne se sont opposés à cette exemption.
- Les comptes individuels de la société, ainsi que ceux des sociétés qu'elle contrôle et sur lesquelles elle exerce une influence notable sont intégrés globalement dans les comptes consolidés du groupe LVMH.

Les comptes consolidés du groupe LVMH sont certifiés et mis à la disposition des actionnaires de la société, en même temps que ses comptes individuels avant l'assemblée générale devant les approuver.

Engagements hors bilan

Engagements donnés & reçus (à détailler)	Montant Hors Bilan
Impôts latents sur provisions règlementées	0
Cautions diverses	11 630 054
- Engagements donnés : 12 430 054 €	
- Engagements reçus : 800 000 €	
Dont Entreprises liées : Néant	
Lettres d'engagement à première demande sur emprunt	143 000 000
Dont entreprises liées : Néant	
Engagements divers	0
Subvention à la Fondation LV pour la Création	
Achats d'immobilisations	152 775 144
Achat de récolte	1 805 910 385
Dont entreprises liées : 209 769 485 €	
Achat de prestations de services	56 434 054
Prestations de stockage :	
- Engagements donnés : 60 803 313 €	
- Engagements reçus : 4 369 258 €	
Dont Entreprises liées : Néant	
TOTAL	2 169 749 637

Opération en devises étrangères

La société souscrit des couvertures de change (options de change ou contrats à terme) auprès de la centrale de trésorerie du Groupe pour couvrir ses ventes et ses achats en devises. Les flux futurs de devises font l'objet de prévisions détaillées dans le cadre du processus budgétaire, et sont couverts progressivement, dans la limite d'un horizon qui n'excède un an que dans les cas où les probabilités de réalisation le justifient.

Au 31 décembre 2020, le portefeuille des instruments dérivés de change se détaille de la manière suivante :

<u>En K€</u>	Devise vendue	Devise achetée	Nominal des instruments (exprimé dans la devise vendue)	Valeur de marché
Option de change	GBP	EUR	600	6
Ventes à terme	GBP	EUR	530	1
Ventes à terme	USD	EUR	25 790	338
Couvertures de créances et dettes				345
Option de change	GBP	EUR	8 180	327
Option de change	USD	EUR	962 730	62 404
Ventes à terme	ZAR	EUR	257 090	-343
Couvertures de transactions futures				62 388
TOTAL				62 733

Les primes d'option comptabilisées au bilan s'élevaient à 22 518 K€ au 31 décembre 2020 (vs 24 008 K€ au 31 décembre N-1)

Informations complémentaires

Formation

A compter du 1er janvier 2015, le dispositif de Droit Individuel à la Formation a été remplacé par le Compte Personnel de Formation.

Le Compte Personnel de Formation est ouvert à tous les salariés, depuis l'entrée sur le marché du travail jusqu'au départ à la retraite.

Le Compte Personnel de Formation est un droit que les salariés conservent tout au long de leur vie professionnelle, quel que soit leur parcours.

Au 1er janvier 2015, les heures acquises par chaque salarié dans le cadre du Droit Individuel à la Formation ont été transférées au sein de leur Compte Personnel de Formation.

Evènements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu entre le 31 décembre 2020 et la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration.

JA^s HENNESSY & C^o
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 16.588.000 EUROS
RUE DE LA RICHONNE – CS20020, 16100 COGNAC
905 620 035 RCS ANGOULEME

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 14 JUIN 2021**

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

L'an deux mil vingt-et-un,

Le lundi 14 juin à 10 heures 30 minutes,

A Paris, au 38 rue de Sèvres, l'Assemblée Générale des actionnaires de la société JA^s Hennessy & C^o, société anonyme au capital de 16.588.000 Euros, dont le siège social est située rue de la Richonne, CS 20020, 16101 Cognac Cedex, immatriculée sous le numéro 905 620 035 RCS Angoulême (la « Société »), s'est tenue à huis clos.

(...)

L'Assemblée est présidée par Monsieur Laurent Boillot, en qualité de Président Directeur Général de la Société (le « **Président** »).

(...)

Madame Isabelle Eberhardt, est désignée comme secrétaire de séance.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise des explications figurant dans le rapport de gestion, prend acte d'une erreur matérielle dans la troisième résolution adoptée par l'Assemblée Générale Mixte du 12 juin 2020, et décide de rectifier le texte de l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31.12.2019 comme suit :

« L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter et de répartir le résultat bénéficiaire de l'exercice clos le 31 décembre 2019, qui s'élève à :

• **Détermination du montant distribuable :**

▪ Résultat bénéficiaire de l'exercice	1 331 647 590 euros
▪ Report à nouveau créditeur au 31.12.2019	1 617 384 433 euros

Soit un résultat distribuable de 2 949 032 023 euros

• **De la façon suivante :**

- Distribution à titre de dividendes	845 988 000 euros
- Affectation au Report à Nouveau	2 103 044 023 euros

Total 2 949 032 023 euros »

Cette résolution est adoptée par **1.135.636 voix pour** et **0 voix contre**.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter et de répartir le **résultat bénéficiaire** de l'exercice clos le 31 décembre 2020, qui s'élève à :

• **Détermination du montant distribuable :**

▪ Résultat bénéficiaire de l'exercice	427 469 345,56 euros
▪ Report à nouveau créditeur au 31.12.2020	2 103 044 023,51 euros
Soit un résultat distribuable de	<u>2 530 513 369,07 euros</u>

• **De la façon suivante :**

- Distribution à titre de dividendes	310 001 120,00 euros
- Affectation au Report à Nouveau	2 220 512 249,07 euros
Total	<u>2 530 513 369,07 euros</u>

Compte tenu de cette affectation, le dividende brut ressort à 270,98 € par action avant effet de la réglementation fiscale applicable aux bénéficiaires.

Un acompte sur dividende d'un montant de 107 078 400 euros, soit un montant brut de 93,60 € par action, ayant été distribué le 15 décembre 2020, le solde d'un montant de 202 922 720 euros, soit un montant brut de 177,38 euros par action, sera mis en paiement au plus tard le 30 juillet 2021.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, en l'état de la législation fiscale applicable aux revenus de capitaux mobiliers, ces dividendes ouvrent droit, pour les résidents fiscaux français personnes physiques qui ont opté pour l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu sur l'ensemble de leurs revenus mobiliers éligibles, à l'abattement fiscal de 40 %.

L'assemblée prend acte de ce que les dividendes versés au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

<u>Exercice</u>	<u>Dividende brut par action⁽¹⁾</u>	<u>Abattement fiscal⁽²⁾</u>
2017	361,49 Euros	144,60 Euros
2018	398,50 Euros	159,40 Euros
2019	739,50 Euros	295,80 Euros

(1) Avant effets de la réglementation fiscale applicable aux bénéficiaires

(2) Pour les personnes physiques ayant leur résidence fiscale en France et, à compter de 2018, ayant opté pour le barème progressif.

Cette résolution est adoptée par 1.135.636 voix pour et 0 voix contre.

(...)

Pour extrait certifié conforme

